



Alerte

Déjà 20 morts de choléra dans la région du Nord

P. 3

L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1117 du mercredi 5 septembre 2018

PRÉSIDENTIELLE 2018

Les Hommes de Kamto dans le Grand-Nord

Pp. 6-8



«Il faut davantage de soutien aux populations de l'Extrême-Nord»

Lire l'interview de Allegra Baiocchi, coordinateur résident/humanitaire des Nations Unies et représentant résident du PNUD au Cameroun. Pp. 10, 11



Territoriale

Atanga Nji sommé d'organiser la conférence des gouverneurs

P. 3

Djabrali

02 personnes tuées par Boko Haram

P. 3

Mokong

02 morts et 04 blessés suite à une pluie diluvienne

P. 2

Curiosité

Un mort nommé vice-président de la campagne de Paul Biya dans le Faro

P. 2



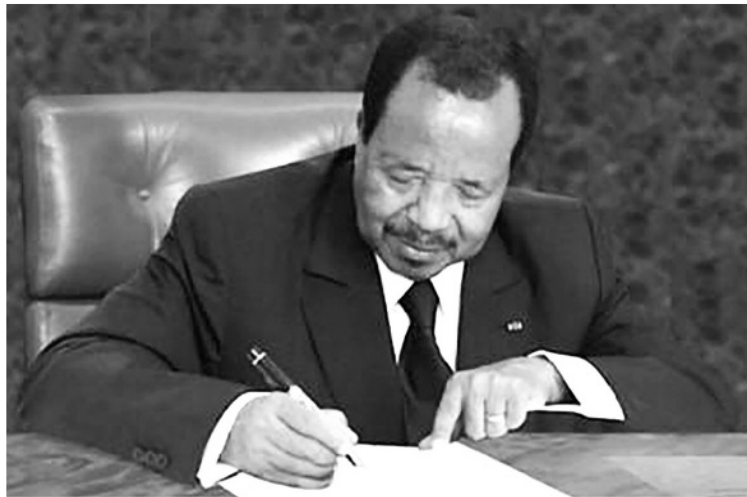
PRÉSIDENTIELLE 2018. Gambo Haman Adama est décédé en 2016 à Ngaoundéré.

Un mort nommé vice-président de la campagne de Paul Biya dans le Faro

Par Yanick Yemga

L'on n'a pas fini de parler de la décision portant désignation des hommes et femmes chargés de battre campagne pour Paul Biya en vue de la présidentielle du 7 octobre prochain. Depuis qu'elle a été rendue publique le 30 août dernier, la liste de ces personnalités qui doivent construire à la base, la victoire électorale du champion du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), suscite controverses et critiques. Non sans raisons. Le dernier fait en cause, est la présence sur cette liste, d'un mort.

Nommé vice-président de la structure départementale de la campagne de Paul Biya dans le Faro, Gambo Haman Adama est en effet décédé en 2016 à la veille de la fête de la Tabaski. Cet ancien inspecteur d'arrondissement a même été enterré à Ngaoundéré où il est passé de vie à trépas. La présence du nom de ce dernier sur la liste des hommes et femmes affectés à l'animation sur le terrain de la campagne électorale du président-candidat Paul Biya, est d'autant plus intrigante que le mort était



Paul Biya. Président du Rdpc.

lui aussi originaire de l'arrondissement de Poli, comme le président départemental, Amadou Alim.

Une situation qui a suscité de vives critiques et des grincements de dents à Beka, l'autre arrondissement que compte le département du Faro. Ces critiques s'amoncellent sur celles concernant la marginalisation de nombre de directeurs généraux des entreprises publiques et originaires du Nord. Méprise ou une option assumée ? De l'avis de certains érudits du marigot politique local, ce fait est en tout cas surprenant parce que ces Dg comptent parmi les plus gros pour-

voyeurs de fonds et de la logistique nécessaires au déploiement optimal du Rdpc sur le terrain.

Quoi qu'il en soit, le constat général qui se dégage de ces listes est que les responsables régionaux et départementaux du Rdpc au quotidien, ont hérité de la direction de la campagne électorale de Paul Biya dans le cadre de la présidentielle à venir. Pour l'analyste politique Jean-Paul Oumarou, «en reconduisant de fait les membres des délégations permanentes régionales et départementales, le président national du Rdpc a refusé de voir la réalité sur le terrain

pour ce qui est particulièrement de la Bénoué et du Nord. Je ne mets pas en cause le travail de ceux qui ont été désignés, mais pour ce qui est de l'élection présidentielle, la question est plus large et plus importante, il était de bon ton que des acteurs bien connus sur le terrain soient également en première ligne de la campagne. De plus, être désigné dans les commissions pour la campagne de Paul Biya est quand même la marque de la reconnaissance du travail et de la contribution qu'on apporte. Les uns vont travailler et cotiser, les autres récolteront les lauriers», explique cet universitaire.

Si les chances de voir le président national du Rdpc réviser profondément ces listes sont faibles, il reste que Paul Biya peut profiter de l'impair constitué par le cas Gambo Haman Adama, pour rééquilibrer les choses dans le département du Faro où les populations de Beka réclament leur représentant dans la liste des hommes et femmes en première ligne dans la campagne du plénipotentiaire du «parti du flambeau» à ces joutes électorales. ■

VINA. Assassinats et enlèvements se multiplient à Wassandé

Par Bertrand Ayissi

«L'insécurité a pris de graves proportions à Wassandé. Nous sommes tous psychologiquement abattus. Moussa Biri qui a été tué, était une personne affable». Cette déclaration de l'honorable Hamadama, député suppléant de la Vina et résident de Wassandé, fait état de la situation préoccupante qui prévaut en ce moment dans la localité de Wassandé, dans l'arrondissement de Nyambaka. L'une des plus récentes tragédies orchestrées par des hommes sans foi ni loi, a eu lieu 1er septembre dernier quand un éleveur a été froidement assassiné. «Il s'appelait Moussa Biri. Du haut de ses 58 ans, il était au sommet de son art, de sa passion : l'élevage bovin. Il était un génie dans cette filière. La nuit dernière (Le 1er septembre, Ndlr), il a été tué par des inconnus armés à son domicile à Wassandé dans l'Adamaoua», s'est ému Younoussa Ben Moussa, journaliste, fils de Wassandé. Le journaliste rendait ainsi hommage à son oncle maternel, le 02 septembre dernier sur Facebook. Et les circonstances de cet assassinat mettent encore les populations de Wassandé sans un état de psychose. «C'était vers 01h du matin, le 1er septembre. Les malfrats ont attaqué la maison du fils de Moussa Biri ; il a entendu des cris et est sorti. Ces malfrats ont tiré sur lui à bout portant. On a retrouvé une vingtaine de douilles de balles. Des voisins entendaient, impuissants», affirme le député suppléant. Dans la même nuit du 02 septembre dernier dans le village Teros, sis à environ 9 km de Wassandé, Sali Dargala, un éleveur sexagénaire et son fils, la vingtaine, ont été enlevés. Bien avant, trois personnes avaient été enlevées, mais relaxées par la suite dans la zone de Kognoli, a-t-on appris. Il s'agit notamment des nommés Djafarou et Isagha, âgés de 25 à 30 ans. «On a enlevé une personne, elle s'est libérée et il y a eu une rançon payée pour qu'on libère son cadet et deux autres. Un monsieur a été tué vers Boumdjel, dans son domicile où il n'avait jamais dormi ; Maintenant, je me dis qu'il ne s'agit pas des coupeurs de route. Il peut s'agir des règlements orchestrés par des enfants contre leurs parents. Pour moi, l'enquête doit être plus approfondie. Il faut interpeller les repris de justice qui sont dans la zone et leur poser des questions. Prenez le cas de ce monsieur qui a fui le chez, dormant toujours à Tello, et la nuit où il est allé dormir chez lui, c'est la nuit où il a été assassiné ; il paraît que des voisins l'ont appelé pour lui signaler qu'ils ont aperçu une personne rôder autour de son domicile. Le matin, on l'a trouvé avec un couteau dans la main, mort dans le jardin. C'est comme du cinéma tout ça», s'inquiète une élite de Wassandé. Tous les regards sont désormais tournés vers les forces de défense, pour une riposte face à ces actes de barbarie des malfrats dans la localité de Wassandé. ■

MOKONG. 150 familles sont sans abris depuis cette catastrophe.

02 décès et 04 blessés suite à une pluie diluvienne

Par David Wenai

Dans le canton de Mokong, sis dans l'arrondissement de Mokolo, plus de 150 familles sont sans abris à cause d'une pluie diluvienne qui s'est abattue sur toute l'étendue du département du Mayo-Tsanaga au petit matin du 1er au 02 septembre 2018. Laquelle pluie a fait 02 morts (Mme Medi Adamou Golom Michel Ndjifawa) n'ont pu échapper à la furie des eaux qui s'abattaient dans leurs champs. Les nommés Hawa épouse Haman Katsala, David Haman Bipala Membeldé, Hamawa Katroua ont quant à eux été grièvement blessés.

«Je ne sais quoi faire avec toutes ces familles qui n'ont plus de quoi manger et même pour s'abriter. Ce jour, les dégâts ont été énormes à cause de cette pluie qui s'est abattue dans notre canton. Les yeux des sinistrés sont tournés vers les autorités administratives afin de trouver une solution à leur sort. Depuis lors, je n'ai plus de sommeil puisque plus de 150

familles sont sans abris. Vous imaginez que c'est très dur pour un chef de canton comme moi de rester tranquille. Toutefois, j'ai confiance à notre administration pour une prompt réaction afin de redonner du sourire à mes populations victimes», nous a indiqué au téléphone le lamido de Mokong Bello Bissadou.

Certaines familles sinistrées se sont abritées sur la montagne laissant derrière elles, les concessions et leurs biens à la merci de Dieu. Selon les témoignages des riverains, il y a 50 ans que ce genre de pluie ne s'était plus produit. «Nous avons été dépassés ce jour-là. Car il a plu durant au moins six heures d'horloge. Et nos maisons ont été détruites, des champs dévastés et des animaux emportés par les eaux. Ma famille et moi, nous sommes réfugiés sur la montagne de justesse. Dieu merci, dans ma famille, je n'ai pas enregistré de pertes en vies humaines, sinon les biens matériels que nous avons tout abandonnés. Nous sollicitons

que l'Etat nous vienne en aide», explique le nommé

Moussa Dairou, habitant du village Ngotsvai. ■

L'oeil DU SAHEL		Trihebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun	
Autorisation N°00019/RDDJ/106/BASC		Siège : Yaoundé - Tél. : 243 57 99 11	
E-mail : loeildusahel100@yahoo.fr / loeildusahel@gmail.com			
Directeur de la Publication	GUIBAÏ GATAMA, Tél. : 699 92 32 70	Agence de l'Adamaoua	Chef d'Agence : Bertrand AYISSI, Tél. : 696 32 26 35
Conseillers du Directeur de la Publication	David WENAI, Tél. : 699 92 32 71 Francis EBOA, Tél. : 699 10 48 45 ALKALI, Tél. : 699 83 33 06	Agence de l'Extrême-Nord	Chef d'Agence : Jean AREGUEMA, Tél. : 695 08 69 88
Chargé de Mission	Juste Martial ZAMEDJO, Tél. : 697 20 12 05	Agence du Nord	Chef d'Agence : David MARTIN, Tél. : 675 41 73 50 Coordonnateur : Innocent YOUNDA, Tél. : 655 74 18 42
Directeur de l'Édition	Damien KIDAH, Tél. : 675 24 99 59	Agence de Douala :	Chef d'Agence : ALKALI, Tél. : 699 83 33 06
Rédacteur en chef	GUIBAÏ GATAMA	Collaboration	Issa BATAN, Dominique M. MODO, Douwouré OUSMANE, LIKAMATA, Aliou DJARIDA, WASKIRANG
Coordonnateur de la rédaction :	Yanick YEMGA, Tél. : 697 95 63 67	Chroniqueurs	MOHAMADOU TALBA BANA BARKA
Coordonnateurs adjoint de la rédaction :	Nadine NDJOMO, Tél. : 697 20 80 82 Bertrand AYISSI	Infographie	Damien KIDAH Juste Martial ZAMEDJO
Secrétaire de rédaction :	Francky Bertrand BENE, Tél. : 677 12 06 41	Caricatures	Jean Aimé ESSAMA (J@imes), Tél. : 699 59 87 82
Chefs de Rubriques :	Politique et Actualité : Yanick YEMGA Economie et Vie des entreprises : Brice R. MBODIAM, Tél. : 696 63 06 63 Santé : Olive ATANGANA, Tél. : 699 36 43 03 Culture et Sport : EBAH ESSONGUE SHABBA, Tél. : 696 07 75 24 Tribunal : Florette MANEDONG, Tél. : 694831773 Environnement : Jean AREGUEMA Société : Bertrand AYISSI Reportage et Education : Nadine NDJOMO	Responsable des Abonnements et de la maintenance :	Lazare KALDAPA VETCHE, Tél. : 674 99 40 71
Rédaction	Raoul GUIVANDA, Yvonne SALAMATOU, Florette MANEDONG, Abdoulkarim HAMADOU, Hamadou BAYAM, ABAKACHI, Marie Lucie AYAKA.	Responsables du suivi administratif :	Pierre Célestin OLINGA, Tél. : 674 58 86 30 Nadège BIMOGO, Tél. : 696 70 31 49
		Imprimerie	MACACOS - Tél. : 679 06 32 39

ALERTE. 53,3% de districts de santé sont touchés par cette épidémie.

Déjà 20 morts de choléra dans le Nord

Par Olive Atangana

Le communiqué de presse de la délégation régionale de la santé publique du Nord sur la situation de l'épidémie du choléra est sans appel. Daté du 03 septembre 2018, le délégué régional y informe qu'à cette date, la région enregistre 180 cas et 20 décès. Le dernier rapport officiel du ministère de la Santé publique Publié le 29 août 2018, lui, retraçait déjà la situation et la gestion de l'épidémie de choléra déclarée au Cameroun depuis la fin du mois de mai 2018, même si les autorités sanitaires camerounaises n'ont consenti à la déclarer que le 14 juillet. Après plus de trois mois donc, la situation fait état de 235 cas suspects, 23 cas confirmés, 17 décès cumulés. Deux régions sont en épidémie et 05 régions à haut risque, avec un taux de létalité de 1,6% au Centre et 10,6% au Nord. C'est d'ailleurs la région la plus touchée. Elle caracole en tête de ce lugubre classement avec huit districts sur 15 sont en épidémie sur les 15 que compte la région. Soit 53,3% de districts de santé en épidémie. Et ce n'est pas tout. Des 32 nouveaux cas enregistrés depuis le 18 août 2018, 30 viennent du Nord, et deux seulement dans le Centre dont trois DS sur 30 sont touchés.

La région du Nord à elle seule s'arroge en outre le cumul de neuf sur les 10 décès hospitaliers, et rafle les sept communautes. Soit 16 décès sur les

17 déjà enregistrés. Et pour ne rien arranger, un nouveau DS s'est lui aussi enrôlé dans cette macabre danse. Bibémi est désormais en épidémie et l'on a pu procéder à la mise à jour de 22 cas antérieurs non notifiés dans les DS de Pitoa et Bibémi dont le nombre de décès est respectivement de deux et trois. Ceux de Mayo Oulo, Ngong et Garoua II n'enregistrent aucun décès pour le moment. Celui de Gaschiga a le maillot jaune, avec 6 cas de décès, suivi de Golombe (4). Guider n'en a qu'un seul. La bonne nouvelle qui vient de ce communiqué du Minsanté est que 112 personnes ont été guéris et 11 sont en cours de traitement.

Mais, «C'est évident que c'est assez grave. Au début de l'épidémie, on a toujours un nombre important de décès. La situation que nous sommes en train de vivre en ce moment est liée au fait que nous croyions maîtriser l'épidémie et il y a eu un relâchement. Dans les centres, il y a eu en effet un relâchement. C'est ça qui peut expliquer cette expansion», avoue-t-on au Minsanté. Et notre source de poursuivre que «L'autre explication est des cas d'exportation ou une situation du patient qui vivait dans une famille touchée et est allé ailleurs». Aussi, notre source reconnaît que la situation peut connaître une expansion dans les autres districts restant de la région. «Ça peut arriver à tout moment. Comme on peut

connaître une expansion comme on peut ne pas la connaître», fait-elle savoir.

PLAN DE RIPOSTE

Entre temps, du côté du Minsanté, l'on se veut toujours rassurant. «L'épidémie est sous contrôle, bien qu'il y ait d'autres cas parce que nous avons passé assez de temps sans parler de nouveaux cas confirmés. Aussi, ça n'a pas causé autant de ravage dans d'autres localités comme par le passé et on a réussi à la contenir dans le Nord. Les autres régions septentrionales en sont épargnées. Donc pour le moment, c'est focalisé seulement dans la région du Nord. Ça aurait déjà pu passer à l'Extrême-Nord tout à côté par exemple. Mais tel n'est pas encore le cas. Vous voyez donc que les mesures prises portent leurs fruits», argue une source.

En effet, pour répondre à cette épidémie, la délégation régionale, le Minsanté, avec l'appui de ses partenaires dont l'Organisation mondiale de la santé, l'Unicef, MSF, Plan Cameroon, mènent des activités de prévention, hygiène et d'assainissement et de prise en charge gratuite des cas. «On a accentué la sensibilisation dans les districts concernés uniquement et menés des actions dans les autres districts de santé à la suite de la survenue des autres cas. On continue aussi ces actions de sensibilisation à l'endroit des populations en les



André Mama Fouda. Le Minsanté.

amenant à comprendre que c'est une maladie très contagieuse. Quand le choléra commence quelque part, il faut faire très attention. C'est pourquoi on veut amener la population à nous aider», explique-t-on à la direction de la lutte contre les maladies, les épidémies et les maladies. Aussi, «On va attirer l'attention du délégué régional sur la présence effective de tous ses collaborateurs à leurs postes de travail pour mouiller le maillot. C'est à dire ceux qui sont allés en congés ou qui peuvent apporter une réponse efficace à la riposte. C'est grave. C'est pourquoi lorsqu'on constate une défaillance, on renforce», ajoute notre source de la DImep.

DESCENTE SUR LE TERRAIN

Pour la maîtrise de cette épidémie, le ministre de la Santé publique, André Mama Fouda et le secrétaire d'État à la Santé, Alim Hayatou, ont effectué des visites dans les régions en épidémie. Le but ici était d'appré-

cié le circuit de l'accueil du patient atteint par le choléra, mais aussi de savoir que tous les cas qui sont autour du malade sont traités par la chimio prophylaxie pour qu'il n'ait pas de problèmes par la suite». Les causes de la résistance à cette maladie se recrutent dans l'insalubrité dans nos villes, le non-respect des règles d'hygiène et le manque d'eau potable sont les causes de la résistance de cette maladie. Il est donc primordial pour les populations en cette rentrée scolaire, de respecter les mesures d'hygiène pour éviter la contamination. Le Dr Saidou, délégué régional de la santé pour le Nord lui, «invite toutes les populations à se mobiliser pour stopper la progression de l'épidémie».

Toutefois, la prévention reste de mise. Le Minsanté annonce avoir pris une série de mesures préventives pour éviter l'aggravation de l'épidémie. Le choléra est une maladie bactérienne transmise par l'eau, provoquant de fortes diarrhées (plusieurs litres par jour), des vomissements et de l'angoisse. Ces troubles digestifs majeurs provoquent une fatigue importante, une soif intense et des crampes musculaires, traduisant la déshydratation massive en plus de l'hypothermie. La contamination se fait par contact direct avec les malades (mains, linges, cadavres...) et par l'utilisation d'eaux ou d'aliments contaminés. ■

COMMANDEMENT TERRITORIAL. Cette première réunion semestrielle du genre aura lieu du 10 au 11 septembre 2018.

Le Minat sommé d'organiser la conférence des gouverneurs



Paul Atanga Nji. Le Minat.

Par Francis Eboa

Indépendamment de sa volonté, le nouveau ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji est tenu d'organiser sa toute première conférence des gouverneurs. Ainsi, tous les gouverneurs des dix régions du pays viennent d'être notifiés à cet effet. Cette rencontre entre le Minat et ses collaborateurs aura

lieu comme d'habitude à l'hôtel de ville de Yaoundé du 10 au 11 septembre 2018. Ici, il ne s'agira pas seulement de faire un bilan de la situation politique, économique, et surtout sécuritaire de Janvier 2018 à nos jours, mais de pencher davantage sur le rôle de l'autorité administrative avant, pendant et après l'élection présidentielle du 07 octobre prochain.

En effet, la tenue de cette

première rencontre des chefs de terre sous l'ère Atanga Nji, ne sera pas faite de gaieté de cœur. «C'est la présidence qui a sommé le ministre de l'Administration territoriale d'organiser cette rencontre avant la tenue de l'élection présidentielle qui aura lieu le 07 octobre 2018», indique une source dans les couloirs du ministère de l'Administration territoriale. En réalité, la conférence des gouverneurs se tient deux fois par an, c'est-à-dire chaque six mois. La dernière s'est tenue en décembre 2017 avant les fêtes de fin d'année. Mais depuis l'arrivée de Paul Atanga Nji dans ce département ministériel le 02 mars dernier, après un réaménagement du gouvernement, rien n'a été fait dans ce sens. «La première conférence des gouverneurs d'une année se tient généralement en fin juin au plus tard début juillet et la seconde en décembre de la même année, mais cette fois, la première de l'année 2018 aura lieu en septembre. La vérité c'est que, le nouveau ministre n'avait pas

voulu faire sa première conférence des gouverneurs avec des retraités. Il voulait la tenir avec des nouveaux visages. D'ailleurs, il est déjà parti avec deux propositions de nominations au palais de l'Unité depuis qu'il est là, mais rien n'a abouti», relate une source au Minat.

Selon certaines indiscretions, à l'exception des gouverneurs du Centre et du Nord, les huit autres sont déjà frappés par l'âge de la retraite. Au Minat, on refuse penser que la non tenue de cette conférence proviendrait des tensions de trésorerie. «Je ne pense pas que l'argent soit à l'origine, car ce que ces gouverneurs perçoivent lorsqu'ils rentrent, ne représente pas la moitié de leurs dépenses», affirme une autre source. En tout cas, Atanga Nji devra encore attendre un peu pour placer ses hommes. Pour le moment, il devra d'abord faire avec l'ancienne équipe mise en place par René Emmanuel Sadi, son prédécesseur, car les priorités du chef de l'Etat actuellement se trouvent ailleurs. ■

DJABRALI. 02 personnes tuées par Boko Haram

Par D.M

Abbadjida Tahir et Abouna Tahir, deux frères, ont été tués par Boko Haram dans la nuit du 02 septembre 2018. Selon des témoignages de riverains, ils ont été tués parce qu'ils s'opposaient aux assaillants qui voulaient emporter leurs biens, notamment des chèvres et des vivres.

La localité de Djabrali, située dans l'arrondissement de Fotokol, est essentiellement peuplée de réfugiés nigériens. Elle se trouve à une vingtaine de kilomètres de la frontière avec le Nigeria et à moins de cinq kilomètres de la ville de Fotokol. ■

MAROUA. Les parents se débrouillent malgré cet impair à délier le cordon de leurs bourses.

Les prix des fournitures scolaires en légère hausse

Par Danielle Biaka (stagiaire)

Deux jours après la rentrée scolaire, les grandes surfaces et autres magasins de la ville de Maroua ne désespèrent pas. Des parents retardataires y viennent pour acheter les fournitures scolaires de leurs progénitures. L'axe carrefour Pmuc-laking textile est particulièrement très fréquenté parce que le long de cette bretelle, on retrouve les magasins de Nziko, Fokou, Ecotra et bien d'autres. Des magasins très sollicités par les parents. Ici, l'empressement est le dénominateur commun des clients. Tous veulent acheter rapidement les fournitures scolaires pour leurs enfants. C'est le cas de ce père de deux enfants qui a jeté son dévolu sur le magasin Nziko pour ses achats. Un choix qui respecte le pacte de fidélité noué avec ce magasin depuis des années. «Les prix ne sont pas différents de ceux de l'année dernière, Je mai-



Des manuels scolaires.

trise déjà les prix et je sais exactement ce que je veux pour mes enfants. Je suis toujours satisfait chaque fois que je viens ici acheter les fournitures scolaires ici», indique Fidèle, un client de Nziko. Pour lui, les achats dans ce magasin se font en toute sécurité par rapport aux espaces ouverts ou au marché central.

«Je me sens plus en sécurité dans ce genre de magasin. Même si les prix sont légèrement différents de ceux du marché central. Au moins j'ai la certitude de ne pas se faire soutirer de l'argent». Contrairement à l'année dernière où les prix étaient relativement moins chers, cette année, certains parents estiment que les

prix ont connu une légère augmentation comme le confirme un propriétaire d'un magasin. «La librairie papeterie n'est certes pas accessible à tous à cause de nos prix élevés mais le standard est le plus élevé à l'Extrême Nord. Bien que les prix soit un peu exorbitante, nos services sont de qualité. Les prix des fournitures varient selon le nombre de paquets ; Le sac à dos varie de 2500 à 6000F, des cahiers de 100-3000F, Paquet de Bic schneider – 6000F, Paquets de crayons 1000F, cahier anglophones 5000 maximum comparée à Nziko et autres boutiques qui vendent les cahiers au prix maximum de 2000F».

Au rang des manuels scolaires les plus achetés par les jeunes élèves, l'on retrouve des cahiers avec des affiches des stars. Comme c'est le cas de Stephan Anga élève de classe de cinquième. «Je suis venu avec mon père et mon grand frère mais je préfère choisir mes arti-

cles scolaires, principalement les cahiers qui ont à l'affiche des grandes stars de foot et de musique». Son grand frère par contre, se focalise sur les cahiers solides, selon lui «ça ne sert à rien d'acheter les fournitures scolaires qui ne sont pas durables, Je prends l'initiative de les choisir moi-même parce que mon père ne connaît pas vraiment ce dont l'école demande». Une bonne affaire pour les vendeurs des fournitures scolaires. «Je vends ici depuis trois semaines, bien que le marché soit rude je gagne mon petit argent chaque jour. Ici nous vendons les sacs de second choix, la plupart des parents qui viennent nous faire la recette sont ceux qui n'ont pas assez d'argent. Notamment les prix qui varient de 1500F à 4000F», explique Oumarou. Malgré les prix jugés relativement chers, les parents se serrent les coudes pour satisfaire leurs progénitures qui ont déjà débuté l'année scolaire. ■

EXTRÊME-NORD. Ils ont reçu des fournitures des mains de la Minesec, Pauline Nalova Lyonga.

Rentrée scolaire en cadeaux pour 1800 élèves



Pauline Nalova Lyonga. Minesec.

Par Vladimir Martin

A l'instar des autres régions du pays, le carillon de la rentrée scolaire 2018-2019 a sonné ce lundi, 03 septembre 2018 sur l'ensemble de l'étendue de la région de l'Extrême-Nord. Et c'est la ministre des enseignements secondaires (Minesec) qui a lancé officiellement le début de cette nouvelle année scolaire. Pour le faire, Pauline Nalova Lyonga a choisi le lycée classique de Mora dans le département du Mayo-Sava. Accompagnée de son secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement normal, Boniface Bayaola, la Minesec qui est arrivée dans le département du Mayo-Sava pour la première fois, a touché du doigt les réalités de la rentrée scolaire dans cette zone en proie à l'insécurité créée par Boko Haram. Aux élèves qui ont repris le chemin de l'école, le membre du gouvernement a recommandé la discipline, la rigueur mais surtout la persévérance. Des mots qui ont eu tout leur sens avec l'important don de fournitures scolaires qu'elle a

offert aux établissements scolaires victimes des affres de Boko Haram. Constitués entre autres de matériels didactiques, de 3500 livres, de 10 000 cahiers, de 10 000 stylos à bille et de 10 000 gommes, ces dons ont été remis à 1800 élèves issus des lycées de Kolofata, Limani, Kerawa et Kourgui et deux autres établissements. Un geste qui permet aux bénéficiaires de débiter l'année scolaire dans la sérénité. En appréciant les dons de la ministre, ils ont remercié celle-ci pour avoir volé à leur secours. Et ont promis de produire des bons résultats en fin d'année scolaire. «Nous remercions le gouvernement de nous avoir soutenu pendant toutes ces années durant lesquelles la crise et l'insécurité nous ont frappé. Chaque année nous recevons des livres, des cahiers, des stylos, bref le matériel scolaire et même les denrées alimentaires. C'est pour nous une aide essentielle que nous ne saurons ignorer» s'est réjouie Nguiziye Loya, une élève bénéficiaire venue du lycée de Kolofata pour la circonstance.

Avant l'étape de lancement solennel de la rentrée scolaire à Mora, Boniface Bayaola et Pauline Nalova Lyonga ont présidé la cérémonie de levée des couleurs au lycée bilingue de Maroua. C'est ici que les deux membres du gouvernement ont pris les premiers poulx de la nou-

velle année scolaire. Avant d'aller visiter tour à tour le collège Jacques de Bernon et l'Ecole normale des instituteurs de l'enseignement technique (Eniet) de Maroua. Les patrons des enseignements secondaires ont constaté l'effectivité de la rentrée scolaire dans ces établissements

qui n'étaient que des échantillons. Surtout, ils se sont réjouis de la présence quasi complète des enseignants. Quant à la visite au lycée technique de Maroua, elle a permis à Pauline Nalova Lyonga et son secrétaire d'Etat d'apprécier le niveau d'avancement des travaux en cours d'exécution. ■

RÉACTIONS

Pauline Nalova Lyonga, ministre des Enseignements secondaires.
«J'ai constaté que les élèves étaient enthousiastes»



Nous avons visité trois établissements scolaires dès les premières heures et j'avais cru

que je prendrais de cours les personnels enseignants et les élèves. Mais j'ai constaté que tout le monde est en place. J'ai également constaté que les élèves étaient enthousiastes de recommencer les classes. Nous souhaitons qu'il en soit ainsi jusqu'à la fin de l'année scolaire. J'ai aussi demandé s'ils ont des problèmes de paiement électronique des frais de scolarité et j'ai constaté auprès des chefs d'établissements que les

staffs des quatre opérateurs (Mtn, Orange, Campost et Express Union) chargés de le faire étaient déjà présents dans leurs établissements la veille pour prendre des dispositions. Les parents doivent payer par ces modes. Il n'y a pas de doute à se faire au sujet de quelle que difficulté que ce soit. C'est un mode de paiement très facile. Le paiement des frais exigibles doit se faire auprès des opérateurs. ■

Boniface Bayaola, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Enseignements secondaires chargé de l'enseignement normal.
«Le paiement électronique des frais d'inscription se déroule bien»

Nous venons de faire trois étapes et nous sommes globalement satisfaits. Les élèves sont en places, nous avons constaté que dans les établissements scolaires visités, les cours ont effectivement démarré. Dans un établissement, j'ai constaté que 126 enseignants sur 150 sont effectivement présents pour ce jour de rentrée, ce qui

est très bien. Pour le paiement électronique des frais d'inscription, il se déroule de façon satisfaisante avec les partenaires. Nous sommes plutôt surpris de l'engouement contrairement à ce qui était comme notre inquiétude. Nous partons avec bon entrain pour cette matinée de la rentrée 2018-2019. ■



LIVRE. En 207 pages, l'auteure raconte la difficile union entre une chrétienne et un musulman.

Evelyne Mpoudi Ngolle dévoile les affres d'un mariage exogamique

Par Marius Zogo (Stg)

La femme africaine à cheval entre la tradition et la modernité, l'inceste, la naïveté, l'hypocrisie, l'irresponsabilité. Voilà les thèmes qui constituent la toile de fond du roman «Sous la cendre le feu» de la Camerounaise Evelyne Mpoudi Ngolle. Edité par l'Harmattan «sous la cendre le feu» fait partie de la collection Encres noires 1990. En 207 pages, le lecteur parcourt avec le personnage Mina, jeune chrétienne Sawa, un monde vraisemblable. L'œuvre s'ouvre par la schizophrénie de l'héroïne, Mina. Personnage principal de ce récit, elle ne peut guérir à condition qu'elle dévoile le secret enfoui dans sa conscience. En tout cas, c'est le diagnostic posé par le docteur Lobé, le médecin qu'elle consulte pour sa démence. Bien que mal en point, elle relate les épisodes de cette série pathétique de sa vie.

Elle se rappelle la déception connue avec Joël, étudiant au Cuss qui l'a abandonnée, alors qu'elle était enceinte de deux mois. Elle se souvient du jour où elle a rencontré Djibril Mohamadou, jeune musulman, originaire de Kousséri dans l'Extrême-Nord, qui deviendra l'homme de sa vie, le père de ses enfants et surtout l'objet de ses cauchemars. Dans son récit, elle se souvient de ce jour comme si c'était hier, car c'était pendant l'anniversaire de son amie Sylvie. Djibril lui avait conté fleurette et elle avait cédé. Ceci après une longue réflexion. Son assentiment, elle le lui fait parvenir par écrit. Et ce dernier s'engage à l'aimer au même titre que l'enfant qu'elle porte déjà. Dubitatifs, les parents peinent à accepter cette relation. Mais Mina finit par les convaincre à accepter «son homme». Djibril, apparemment très épris, programme immédiatement le mariage ; seulement deux mois après sa rencontre avec Mina. Chose curieuse le jour des noces, les parents du marié sont absents et ceux de son épouse nourrissent beaucoup de méfiance et inquiétude face à cette situation.

Après avoir convolé en justes noces, les deux tourtereaux vivent un amour passionné, un mariage heureux. L'arrivée de leur fille, Fanny, cinq mois plus tard, consolide davantage leur union. Et un jour, tout s'écroule. Le foyer de Mina qui était paisible au départ, prend de l'eau. Ceci à cause de l'arrivée d'Hadja (la sœur aînée de Djibril) dans leur foyer. Influencé par cette dernière, Djibril jadis respon-



sable, affectueux, aimable, amoureux se transforme en goujat. Venue de Kousséri pour

aider sa belle-sœur à s'occuper du troisième enfant du couple, Hadja se troque les oripeaux

de la belle-mère qui surveille tout dans le foyer de son fils. Elle prend mal le fait que Mina puisse poursuivre ses études alors qu'elle est mariée. Et pourtant, bien qu'étant étudiante à l'école supérieure des sciences économiques (Essec), la jeune mère parvient tout de même à concilier ses études à son rôle de mère et d'épouse. Hadja interdit à sa belle-sœur de montrer les parties de son corps par respect pour Allah, manger à table avec son mari, faire des balades avec lui ou encore rentrer à des heures indues pour raison de travail ou d'études.

Djibril devenu malotru, se découvre des instincts de violeur. Il essaye d'avoir les faveurs de Essebé, la cadette de Mina. Celle-ci vit avec le couple et l'aide à s'occuper de leur quatrième enfant. Prise de panique à cause du comporte-

ment indécent de son beau-frère, Essebé se confie à Mina, mais celle-ci ne la croit pas. Et lui demande de faire ses bagages. Le départ d'Essebé réconcilie le couple, qui battait de l'aile depuis belle lurette. Djibril fait amende honorable auprès de Mina. Il lui promet de revenir celui qu'il fut. Mais, il ne tient pas parole et finit par violer Fanny, l'enfant que portait Mina quand elle a rencontré Djibril.

Pour Mina, c'est la goutte d'eau qui déborde le vase. Devant les deux familles, Djibril déclare avoir été conditionné par un féticheur de sacrifier des personnes et avoir des relations intimes une pucelle de sa famille pour devenir riche. Des rites sont faits pour désenvouter Djibril. Et les familles se réconcilient. Histoire intéressante, écrite dans un style fluide et riche, l'auteure a eu le mérite de fustiger des maux qui s'érigent souvent en tabous. Car, sous les bonnes apparences, se cachent parfois des visages désagréables. Toutefois, l'inceste étant punissable par la loi, l'on aurait souhaité voir le bourreau de Fanny trainer en justice pour répondre de ses actes. Mais se limiter à la famille et à la religion signifie qu'on veuille réduire le phénomène à un fait culturel. ■

Bonnes feuilles

Hadja et l'oncle de Djibril ont alors pris la parole, précisant qu'ils aimeraient qu'on débâte de certains points avant de se rendre au village ; Hadja, après avoir fait cette sorte d'introduction, a laissé l'oncle parler. On a adopté le Pidgin pour pouvoir se comprendre.

Djibril leur a expliqué ce qui s'était passé : un de ses frères, ces fameux «frères» dont j'avais déjà obtenu de Djibril la promesse qu'il arrêterait de les fréquenter, a amené Djibril à consulter un féticheur dans le but de faire fructifier ses affaires, qui après lui, ne marchaient pas encore aussi bien qu'il l'aurait souhaité. Ce féticheur promis à Djibril qu'il deviendrait rapidement très riche s'il acceptait de se soumettre à ses exigences : Djibril dut lui donner une somme de 100 000 FCfa.

En plus, il devait apporter un coq blanc et de plumes rouges de perroquet ; ensuite il devait (là l'oncle accrocha sur les mots, toussota, bégaya mais finit par le dire) coucher avec une fille impubère de sa famille ; c'est le genre de choses que demandent ces gens-là, en comptant décourager la velléité

de leurs clients, sans pour autant perdre la face, ni l'argent demandé.

-Donc tu as fait cela pour de l'argent, Djibril ! C'est pour être riche que tu as fait une telle monstruosité, me suis-je écriée, excédée

-Ecoute- moi, Mina : je te le jure, je voulais y renoncer. Je l'avais déjà dit à ce féticheur qu'il n'avait qu'à considérer mes 100 000 francs comme un cadeau et ma demande comme n'ayant jamais existé. Je te le jure ; Mina ; je ne voulais pas. Djibril parlait d'une voix sourde, mais ce jour-là, j'ai reçu un homme à l'étude, un certain Edimo Joel, qui a insisté pour me voir, et qui m'a dit qu'il était venu réclamer sa fille, qu'il s'était renseigné à l'école de Fanny et savait que l'acte de naissance portait mon nom comme étant le père, et qu'il ferait tout ce qui serait à son pouvoir récupérer son enfant. Je sais, en épousant Mina que l'enfant qu'elle portait était d'un autre ; mais jamais Mina, et j'avais volontairement fait de cet enfant mon propre enfant.

Mes parents ont alors porté sur moi des yeux écarquillés de stupeur, attendant un démenti.

Mais je n'en ai apporté aucun, au contraire ; je leur ai signifié que tout cela était la vérité même leur racontant les méfaits de Djibril, lorsque j'étais arrivée chez eux à ma sortie de clinique, j'avais expressément omis de leur donner les détails sur la naissance de Fanny, je n'en avais pas encore trouvé la force. Au moins, me voilà dispensée de leur avouer les vraies circonstances qui avaient entouré mon mariage avec Djibril.

-Pardonne-moi, Mina ; à vous tous qui avez souffert par ma faute, je vous demande de me pardonner. Quand j'ai vu que tu perdais la tête, Mina, je m'en suis voulu profondément. Tu es ce que j'ai de plus cher au monde, Mina ; même s'il m'est arrivé de te traiter durement, c'était à cause de la sottise du mâle qui, par peur d'être critiqué par les autres mâles, voulait en faire trop pour monter que je ne me laissais pas faire par ma femme.

-Tu as dit que Joel Edimo est venu réclamer sa fille ?

-Oui, il m'a dit que le vrai père de Fanny c'est lui, et que si je ne voulais par lui rendre sa

fille, il passerait par toi ; il

m'a soutenu que tu ne m'avais épousé que pour te servir de moi et éviter de le déshonorer à la famille, que tu avais fait un choix raisonnable en préférant un avocat à un étudiant, et qu'il suffisait de le vouloir pour te reconquérir.

-Et tu l'as cru Djibril ? Tu as cru que je pouvais te tromper ? Que je pouvais à

Nouveau céder à un homme comme celui-là ? Je ne pouvais contenir mon indignation.

-Tu avais tellement changé ces derniers temps, Mina. Je ne savais plus, je l'avoue, à quoi m'en tenir avec toi : tu sortais sans, tu changeais de toilette...

-Mais c'était une attitude de défense, Djibril ! C'était pour attirer ton attention, parce que je sentais que je ne comptais plus pour toi. J'en ai tellement souffert, Djibril !

-Je sais maintenant, Mina. Je me suis laissé entraîner comme un demeuré, je suis condamnable à tout point de vue. Seul le plus grand des idiots peut se laisser détruire par un charlatan comme je l'ai fait. J'ai tout perdu, par ma faute : ma femme, mes enfants, mon amour propre, le respect de ma famille et de ma belle-famille... ■

PRÉSIDENTIELLE 2018.

La galaxie Maurice Kamto dans le Grand-Nord

Dans le Septentrion, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) semble bien décidé à coiffer au poteau ses challengers, et notamment, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) lors de la présidentielle du 07 octobre prochain. Si le MRC apparaît aussi ambitieux, c'est grâce entre autres, à l'action sur le terrain, de certains de ses militants qui affichent une intrépide abnégation dans leur entrepreneuriat politique. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Votre journal vous propose dans cette édition, de découvrir les visages de certains camarades de Maurice Kamto qui forment la colonne vertébrale du MRC dans le Grand-Nord.

Un dossier de la rédaction



MAMADOU YAKOUBA.

Un pilier du MRC à l'Extrême-Nord



Par Jean Areguema

Anonyme il y a cinq ans, c'est en 2015 que Mamadou Yakouba fait son apparition sur la scène politique. L'ingénieur agronome né le 1er janvier 1979, et père de trois enfants, s'y engage avec pour objectif de dénoncer l'injustice sociale et de contribuer à sa manière, à la réussite de l'alternance au sommet de l'Etat. Il fait le choix de militer dans le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), le parti de Maurice Kamto. D'après lui, cette formation politique est la seule dans le landerneau politique au Cameroun qui réponde à ses aspirations.

L'expert en projet de développement s'engage contre vents et marées pour l'im-

planter dans la région de l'Extrême-Nord. Très vite, il en devient le coordonnateur régional. «Je me suis engagé en politique parce que j'ai constaté qu'elle est laissée aux badauds et aux délinquants à col blanc. Ceux qui y sont ne sont que des profiteurs. Ils ont abandonné la population dans la misère et le chômage», souligne-t-il.

C'est par Tokombéré, son village natal, que Mamadou Yakouba commence son expérience politique. Très vite, il se démarque et séduit les populations par son discours. Des centaines des militants du Rdpc démissionnent et déposent leurs valises au MRC. Dans cet arrondissement acquis au Rdpc depuis des décennies, la percée fulgurante de cette jeune formation politique inquiète les barons du parti au pouvoir au premier rang desquels Cavaye YeguiéDjibril, président de l'Assemblée nationale, et élite de Tokombéré. L'aura et la capacité de mobilisation populaire de Mamadou Yakouba lui valent des inimitiés. Mais courageux et déterminé, il ne recule devant aucun obstacle. Il est d'ailleurs motivé depuis qu'il a été élu premier vice-président du

MRC à l'issue de la 2e convention du parti tenue en avril 2018 à Yaoundé.

La trajectoire politique de l'ancien élève du Ces de Tokombéré et du lycée classique de Mokolo n'a pas été un long fleuve tranquille. «Le montagnard», comme il aime à se faire appeler, se souvient des nombreuses tentatives d'assassinat dont il a été victime. A la question de savoir s'il n'a pas peur pour sa vie à cause de son engagement politique, Mamadou Yakouba répond : «la vie n'a de sens que lorsqu'elle est risquée. Nous savons pourquoi nous combattons. Les populations ont été humiliées et appauvries à dessein et nous devons leur restituer leur dignité et leur fierté».

Pour être libre de son engagement, il a démissionné tout simplement de la Fonction publique. «Ingénieur agronome de mon état et l'Assemblée nationale, et élite de Tokombéré. L'aura et la capacité de mobilisation populaire de Mamadou Yakouba lui valent des inimitiés. Mais courageux et déterminé, il ne recule devant aucun obstacle. Il est d'ailleurs motivé depuis qu'il a été élu premier vice-président du

JEAN MARGNA.

L'agronome qui rêve de Renaissance

Par V. M.

À 53 ans, donc trois passés dans les rangs du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), Jean Margna est le responsable régional du MRC dans la région de l'Extrême-Nord où il vit depuis déjà plusieurs années. Ingénieur agronome formé en Allemagne vers la fin des années 1980, il voit le jour en 1965 à Doukoula Karhay. S'il partage la même localité qu'Ayang Luc, l'inamovible président du Conseil économique et social du Cameroun, ce n'est pas pour autant qu'il partage les mêmes idées.

Aujourd'hui chef d'entreprise, Jean Margna est l'un des rescapés de la génération des sacrifiés qui ont vu se fermer devant eux, les portes de la fonction publique dans les années 1990. De fait, nanti de son diplôme allemand, il optera pour le privé. C'est à la



Société de développement du Coton (Sodecoton) dont il démissionne pour devenir consultant qu'il passera l'essentiel de sa carrière, avec dans son curriculum vitae plusieurs postes de chef secteur.

Au Cameroun, comme à l'international, il excelle dans son domaine. Cette reconnaissance lui vaudra de travailler au Mali, puis au Tchad, avant de regagner le Cameroun. S'il est connu pour être un consultant dont l'expertise a permis à de nombreuses associations

et projets agricoles dans la région d'avoir d'heureux lendemains, il s'offre désormais une casquette de politicien. Celle de militant convaincu du MRC, formation politique dans laquelle il a été entraîné par son ami Mamadou Mota.

Aujourd'hui, les deux hommes sont quasi inséparables et militent ensemble pour la renaissance de l'opposition dans le Septentrion. Un militantisme qui lui vaut parfois quelques dépenses et bien des désagréments qu'il ballaie toujours d'un revers de la main. Depuis qu'il a été élu responsable régional du MRC à la Convention de son parti tenue cette année, il s'est donné pour mission de bousculer le Rdpc. Un objectif qu'il entend atteindre avec tact. «Nous allons gagner les élections présidentielles par les urnes», rappelle-t-il aux jeunes qui se pressent à son domicile pour s'inscrire sur les listes du parti. ■

ANDRÉ RHINEMÉ.

Le messager du MRC dans le Mayo-Tsanaga

Par J. A.

Son adhésion au Mouvement pour la renaissance du Cameroun est anecdotique. Au cours d'un séminaire à Yaoundé, André Rhinémé est impressionné par l'éloquence de Maurice Kamto venu présenter un module sur le droit. «J'ai été séduit par l'homme. Du coup, je suis devenu son fan», raconte-t-il. Quand il a appris que Maurice Kamto avait été porté à la tête du MRC, l'ancien militant du Rdpc qui comptait 18 années au compteur dans cette formation politique, l'a immédiatement rejoint. «Je suis le tout premier à parler du MRC dans le Mayo-Tsanaga. Malgré l'hostilité des barons du Rdpc, je n'ai pas eu peur et j'ai résisté. J'étais trop marginalisé dans le Rdpc. Les habitants de mon village ont voulu que je sois conseiller municipal, mais le président de la section Rdpc



avait refusé et a manœuvré pour que je ne sois pas retenu. Il y a d'autres mauvaises expériences que j'ai vécues dans ce parti», confie-t-il.

Depuis le 17 août 2018, il est le coordonnateur départemental du MRC pour le Mayo-Tsanaga. Il a été porté à cette fonction au cours de la conférence des responsables communaux du parti dans le département. «Mon ambition est de bien encadrer les militants, amener le parti à se faire connaître et être à la hauteur des attentes de la hiérarchie du parti», déroule cet

animateur de développement communautaire.

A son actif, il y a l'implantation du parti dans les sept arrondissements que compte le département et l'adhésion des milliers des militants. Pour parvenir à ce résultat, il a parcouru les villages et recoin de tout le département du Mayo-Tsanaga.

Originaire de Djinguilaya et né le 04 mars 1983, André Rhinémé surfe sur les frustrations et autres injustices dont sont victimes certaines populations pour les convaincre à adhérer à son parti. «Il faut dire que l'adhésion des militants est favorisée par l'inertie des élites du Rdpc. Aujourd'hui, les gens n'ont plus besoin des discours mais des actions concrètes. En ce qui nous concerne, nous sommes tous les jours avec eux, et nous leur disons le langage de la vérité», confie-t-il. ■

AUBIN SADOU.

Le jeune loup aux dents longues

Par Vladimir Martin

Originaire du Mayo-Danay dans la région de l'Extrême-Nord, Aubin Sadou milite au sein du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) depuis 2015. Il dit avoir été séduit par le projet de société de Maurice Kamto qu'il juge cohérent. Trois ans plus tard, son militantisme et son acharnement auprès de David Wanré, aujourd'hui démissionnaire, puis de Mamadou Mota, lui a valu une certaine aura dans les rangs du parti au niveau régional. Il est désormais l'une des chevilles



ouvrières du parti dans la région.

En effet, cette année, à la suite des problèmes ayant entraîné des défections dans les rangs du MRC, il est nommé rapporteur régional pour l'Extrême-Nord. C'est de ce poste qu'il entend

accompagner son champion jusqu'à Etoudi le 7 octobre 2018. «À vélo ou à moto», comme il aime à le rappeler, le jeune loup du MRC arpente les rues des quartiers des villes et villages qui lui sont confiés pour convaincre de nouveaux militants».

Il leur parle des projets comme les Centres des métiers que son candidat mettra en place pour les jeunes. Mieux, quand son emploi de temps d'enseignant le lui permet, hors des salles de classe et des établissements, il sensibilise encore et encore avec dévouement pour séduire d'éventuel électeur. ■

ME VICTORIEN KASSIYA.

Le porte-flambeau du MRC dans l'Adamaoua

Par Bertrand Ayissi

Quand Me Victorien Kassiya a une plaidoirie dans les tribunaux de Ngaoundéré, les juges savent que l'ennui ne sera pas au rendez-vous. Le jeune avocat, rhéteur dans l'âme, sait allier pertinence et humour pour défendre ses clients. Il n'hésite jamais à se lever, à avancer au centre de la salle d'audience et à faire entendre sa voix de stentor. Hors des tribunaux, Me Victorien Kassiya fait également valoir ses qualités. Notamment sur le champ politique qu'il a investi en 2013, sous la bannière du Social Democratic Front (SDF). «J'y ai juste fait un flash», rappelle-t-il.

En 2015, il est séduit par le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC). Après avoir été le rapporteur de la Fédération régionale du parti, il est



nommé le 27 avril 2017 secrétaire de la fédération régionale cumulativement avec ses fonctions de président de la commission d'implantation du parti dans l'Adamaoua qu'il occupe depuis avril 2016.

Pour le jeune homme politique, l'élection présidentielle de 2018 est un tournant décisif pour le Cameroun. «Dans notre formation politique, nous œuvrons au quotidien pour le rapprochement avec le peuple. Nous sommes organisés autour des fédérations

et des unités. La fédération régionale est composée de 16 membres, non sans compter la fédération régionale des femmes et celle des jeunes qui ont des ramifications dans tous les départements et arrondissements de l'Adamaoua. Nous avons en outre 21 fédérations communales dans la région. Et nous créons des unités même dans les villages, raison pour laquelle nous avons un accès direct au peuple. Le MRC est donc très bien implanté dans l'Adamaoua. Et nous attendons impatiemment le 7 octobre pour que la vie des Camerounais change», croit-il dur comme fer.

Né le 11 octobre 1979 à Salmal dans le département du Mayo-Kani, arrondissement de Guidiguiss, Me Kassiya est actuellement doctorant en droit à l'université de Ngaoundéré. ■

BRIGITTE NDJIBA.

Une fougue au service de Kamto

Par B.A.

Courtoise, humble, catholique pratiquante. En ces traits caractéristiques, se décline la personnalité de Brigitte Ndjiba, secrétaire de la fédération régionale des jeunes du MRC dans l'Adamaoua. Pour ses premiers pas en politique, l'enseignante en service à Ngaoundéré a choisi le parti de Maurice Kamto dont elle n'est membre que depuis 12 mois. Et elle y croit. «Je me dis que nous sommes jeunes et la jeunesse doit s'intéresser à la politique. De tous les partis politiques, j'ai trouvé en le MRC une lueur d'espoir. C'est le parti de l'avenir. Je n'avais jamais milité dans un parti politique, mais de nombreuses personnes trouvaient en moi un intérêt particulier pour la chose politique ; et elles



demandaient pourquoi je ne m'y mettais pas», affirme la jeune leader.

Depuis son adhésion au MRC, elle s'est consacrée à un «marketing de proximité» dans l'Adamaoua, pour amener les jeunes à partager les idéaux du parti. Sa stratégie repose en grande partie sur le porte-à-porte, et le bouche à oreille. «Je suis constamment sur le terrain dans la région et je peux vous

garantir que les jeunes adhèrent. Je n'ai de cesse de leur dire qu'il n'est pas normal que la jeunesse soit à la traine», indique-t-elle. Sa foi inébranlable en la victoire de Maurice Kamto au soir du 7 octobre s'inspire d'une pensée d'Antoine de Saint-Exupéry qui a dit que : «L'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible».

Jeune femme de 36 ans, fille du département de la Léké dans la région du Centre, Brigitte Ndjiba est titulaire d'une maîtrise en droit public obtenu à l'université de Yaoundé 2 et d'un diplôme de management des informations et des organisations est un exemple du multiculturalisme. Elle a fait ses études primaires et partiellement secondaires à Banyo, dans l'Adamaoua. ■

GAMAL BEN BELLO.

Le baroudeur de la Vina

Par B.A.

Gamal Ben Bello revendique une ancienneté d'au moins 20 ans sur le champ politique. «J'ai commencé avec le SDF à Yaoundé. Quand je suis revenu dans la ville de Ngaoundéré, j'ai adhéré à l'ADD. Je suis parti de la base jusqu'à en être le responsable dans la Vina en 2013. La même année, j'y ai d'ailleurs été tête de liste aux législatives. Ça n'a pas marché avec ce parti parce que son leader est tellement compliqué que j'ai démissionné», déclare-t-il. Cette déception ne lui enlève cependant pas le goût de la politique. Au contraire.

Le 15 mai 2015, il fait son entrée au Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC). Aujourd'hui, il peut se targuer, en sa qualité de secrétaire de la fédération départementale, d'avoir implanté sa formation politique dans les huit communes de la Vina. Comment s'y prend-t-il ? Sa



stratégie est simple. «Nous créons des unités constituées de 50 personnes. Ensuite, on passe à une fédération communale qui compte au moins trois unités», affirme-t-il.

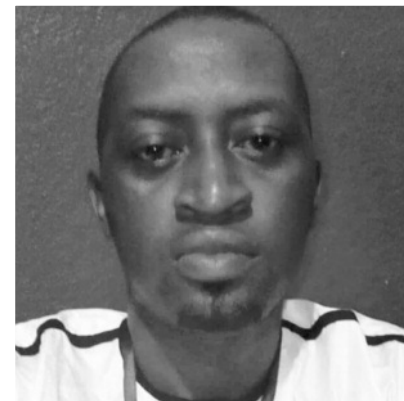
Né le 20 mai 1972 à Gbatoua-Godolé dans le département du Mbéré, l'opérateur économique est plus que jamais convaincu de la victoire de Maurice Kamto à l'élection présidentielle. En tout cas, il travaille chaque jour pour atteindre cet objectif mettant à contribution son expérience en politique et son sens des relations humaines. ■

IDRISSOU DIT BEN KOLIAS.

La sentinelle du MRC dans le Djérem

Par B.A.

Pour l'élection présidentielle du 7 octobre prochain, les secrétaires des fédérations départementales qui ont été désignés pour représenter le MRC dans les commissions départementales de supervision auprès des agences d'Elecram. Le Djérem, un des cinq départements de l'Adamaoua, a pour représentant du parti de Maurice Kamto, le nommé Idrissou. A Tibati, on le connaît sous le petit nom de Ben Kolias qu'il porte depuis l'époque où il était élève. Idrissou, s'il est un opérateur économique connu dans sa ville natale, force est de reconnaître qu'il doit une grande partie de sa réputation aujourd'hui à son statut d'homme politique. «Je



militais d'abord dans un autre parti, le Rdpc, jusqu'à ce que mes ambitions politiques me conduisent au MRC. En fait, j'ai quitté le parti de Paul Biya parce que c'était tout le contraire de ce que j'attendais. Pour moi, le MRC s'est révélé comme le parti qui impulse le changement et qui peut beau-

coup apporter aux Camerounais», explique-t-il.

Idrissou a intégré les rangs du MRC en 2016, après six années de militantisme dans le Rdpc. Le Djérem, à en croire le porte-voix du MRC dans ce département, est un terreau fertile pour l'implantation du parti. Il n'en doute pas. «Nous faisons beaucoup du porte-à-porte et du bouche à oreille. Le MRC est une force qui va assurément faire trembler le Rdpc dans le Djérem. Le Rdpc s'est certes imposé ici, mais c'est l'opposition qui a pris le pouvoir, notamment la mairie et la députation. Nous pouvons donc faire la même chose, particulièrement pour cette élection présidentielle», confie Idrissou, né le 14 juin 1974 à Tibati. ■



« Internet Méga rapide par satellite
à partir de 24.900 FCFA/mois,
partout au Cameroun,
partout où vous voyez le ciel... »



OUSSOUMANOU ABDOU.

La boussole dans le Nord

Par Innocent-Blaise Youda

Oussoumanou Abdou est très peu disert. Sa discrétion est même perçue par beaucoup comme une faiblesse. Quand on le lui rappelle, ça provoque un grand sourire chez lui. Oussoumanou Abdou, employé dans une société agro-alimentaire de la place répond pourtant allègrement à chacune des critiques que «c'est à l'heure des bilans, qu'on fera les comptes». Pour l'instant, il est préoccupé à travailler sur le terrain comme il aime à souligner. C'est en 2015 qu'il est désigné par Maurice Kamto président de la commission régionale d'implantation du Mouvement pour la renaissance du Cameroun dans la région du Nord. Sa désignation intervient après que le parti a connu une période d'hibernation de deux ans. «Mon prédécesseur qui était par ailleurs mon collègue a commencé à implanter le parti en 2013 au moment des élections municipales et



législatives. Il a ensuite abandonné le travail en chemin sans explications. Au bout d'une période d'environ deux ans, j'ai été désigné pour poursuivre son œuvre. A la date d'aujourd'hui, je peux vous assurer d'une chose c'est que le Mrc est présent dans tous les arrondissements du Nord. Nous avons des hommes dynamiques sur le terrain. A certains endroits nous sommes bien conscients qu'il faut encore accentuer le travail sur le terrain, mais de manière générale, tout va bien sur le terrain. Pour la présidentielle du 7 octobre je suis certains que Kamto aura un bon score dans la région», sou-

ligne le secrétaire régional du Mrc.

Au sujet de la stratégie de campagne, le leader régional du Mrc indique que ce n'est pas le moment de dévoiler à la presse ses stratégies. Principal artisan de la dernière tournée de Maurice Kamto dans la région du Nord, il se dit très satisfait des retombées de cette tournée. «C'était sa première visite dans le Nord et ça été un succès total. Il reviendra dans le cadre de la campagne électorale. Mais déjà lors de son premier passage, il a redonné espoir aux militants et galvaniser les troupes sur le terrain. Le reste du travail nous revient maintenant. Une chose est sûre, Maurice Kamto est l'un des favoris de cette élection dans le Nord et nous entendons le prouver le soir du 7 octobre 2018», croit savoir Oussoumanou Abdou. Mais en attendant cette élection, le parti doit d'abord assurer la mise en place de ses structures de fonctionnement à l'instar du siège qui n'est toujours pas disponible dans la région du Nord. ■

IBRAHIMA ALIM.

Le patron du Mrc dans le Faro

Par I-B.Y

«Je suis très confiant quant au résultat que notre candidat aura à la prochaine élection présidentielle à Poli. Lors de son dernier passage ici (Maurice Kamto, Ndlr), vous avez été témoin de l'impressionnante mobilisation des militants du Mrc qui sont venus à sa rencontre. Il ne s'agissait pas de simples curieux, mais de vrais militants. Sur le terrain, nous avons déjà réussi à implanter toutes les structures du parti dans tous les coins du département. Je vous garantis que le score du Mrc à Poli se au-delà de 50%». C'est un Ibrahima Alim plus que confiant qui s'exprime ainsi dès qu'on lui demande comment il prépare la prochaine élection présidentielle à Poli. L'opérateur économique basé à Poli revendique l'introduction du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) dans le département du Faro.

«C'est en janvier 2017 que j'ai rassemblé quelques hommes pour que nous allions à la ren-

contre des populations pour expliquer le projet du MRC. Au début, personne ne parlait du MRC. Petit-à-petit, nous avons réussi à créer dans tout le département des structures du parti et aujourd'hui on peut se vanter d'être la formation politique la mieux implantée dans le département. L'élection présidentielle du 7 octobre prochain va être la première consultation électorale à laquelle nous allons prendre part et certainement le moment où nous allons montrer de quoi nous sommes capables», explique-t-il. Ibrahima Alim n'est pourtant qu'à sa première expérience d'acteur politique. Avant d'introduire le MRC dans le Faro, il n'avait jamais milité dans une formation politique. Un argument qui pour certains, pourrait jouer en sa défaveur.



Mais l'intéressé balaie cet argument d'un revers de la main. «J'ai appris que les responsables locaux du Rdpc ont estimé que le passage de Maurice Kamto à Poli lors de son dernier séjour dans le Nord était une action sans grande importance et que c'était à minimiser. Les gens continuent de rêver, nous, nous travaillons sur le terrain et personne ne perd rien à attendre le jour des élections», poursuit celui qui est depuis le dernier congrès du Mrc, membre du bureau national du MRC et membre du bureau régional pour le Nord. ■

ABRAHAM FINIYE.

L'homme qui veut détrôner le Rdpc à Dembo

Par I-B.Y

Abraham Finiye s'est particulièrement illustré lors du dernier passage de Maurice Kamto dans la région. Le secrétaire départemental de la Bénoué du Mouvement pour la renaissance du Cameroun, après avoir reçu son président national en visite dans son fief de Dembo en juin dernier, a été enlevé à son domicile dans la nuit du 30 au 31 juillet dernier. Un enlèvement qui va rapidement prendre une connotation politique. Ses partisans estiment que son rapt avait été organisé avec la complicité de ses anciens camarades du Rdpc. L'affaire va heureusement connaître un dénouement heureux. Conseiller municipal au sein de la commune de Dembo sous la bannière du Rdpc depuis septembre 2013, il quitte les rangs du parti de Paul Biya pour rejoindre le MRC en début



qu'il réussira à ramener ses partisans dans les rangs du parti de Kamto, ce qui n'est pas évident, car je ne pense pas qu'il disposera de la même logistique dans le MRC et surtout que le Rdpc ne peut pas se permettre de se faire damer le pion par ce type», explique un de ses anciens camarades du Rdpc.

Le natif de Dembo et agriculteur bien connu dans la localité, jouit également d'une forte popularité dans l'arrondissement. En plus de pouvoir compter sur lui pour engranger des voix pour Maurice Kamto à la prochaine élection présidentielle, le parti espère que son travail lui permettra de rafler la mairie de Dembo. Le point faible de ce lieutenant de Kamto dans la Bénoué est le fait qu'en dehors de Dembo dont il connaît maîtrise du terrain, il est quasi inconnu dans le reste du département. ■

d'année. Une démission qui sera naturellement très mal perçue par ses camarades du parti des flammes. «C'est un homme qui est très populaire à Dembo. Mais il est réputé pour être un acteur qui fait toujours les mauvais choix en politique. Il a quitté les rangs du Rdpc pour le MRC en se disant qu'il y a une grosse carte à jouer de ce côté. J'espère

Ministère de l'Enseignement Supérieur
UNIVERSITÉ DE MAROUA
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE POLYTECHNIQUE MAROUA
CONCOURS D'ENTREE 2018/2019

Filières concernées

- Agriculture, Elevage et Produits Dérivés ;
- Energies Renouvelables ;
- Génie Civil et Architecture.
- Génie Textile et du Cuir ;
- Hydraulique et Maîtrise des Eaux ;
- Informatique et Télécommunications ;
- Météorologie, Climatologie, Hydrologie et Pédologie ;
- Sciences Environnementales.

Concours d'Entrée en :

- 1^{ère} ANNEE DES INGENIEURS, Diplôme requis : BACCALAUREAT
- 3^{ème} ANNEE DU CYCLE DES INGENIEURS DE TRAVAUX, Diplôme requis : DUT/BTS
- 4^{ème} ANNEE DU CYCLE DES INGENIEURS DE CONCEPTION, Diplôme requis : Licence ou Ing. des travaux

DOSSIERS (entre autres) :

- Une fiche individuelle dûment remplie
- Une photocopie certifiée conforme de la carte nationale d'identité ;
- Une photocopie certifiée conforme de l'acte de naissance datant de moins de trois (03) mois ;
- Les relevés de notes et les Diplômes du Probatoire ou du GCE/OL, du Baccalauréat ou du GCE/AL certifiés ;
- Un certificat médical délivré par un médecin de l'Administration ;
- Un extrait de casier judiciaire (bulletin n°3) datant de moins de trois (03) mois ;
- Le transfert Express Union de vingt mille francs (20 000 F CFA) de frais de concours ;

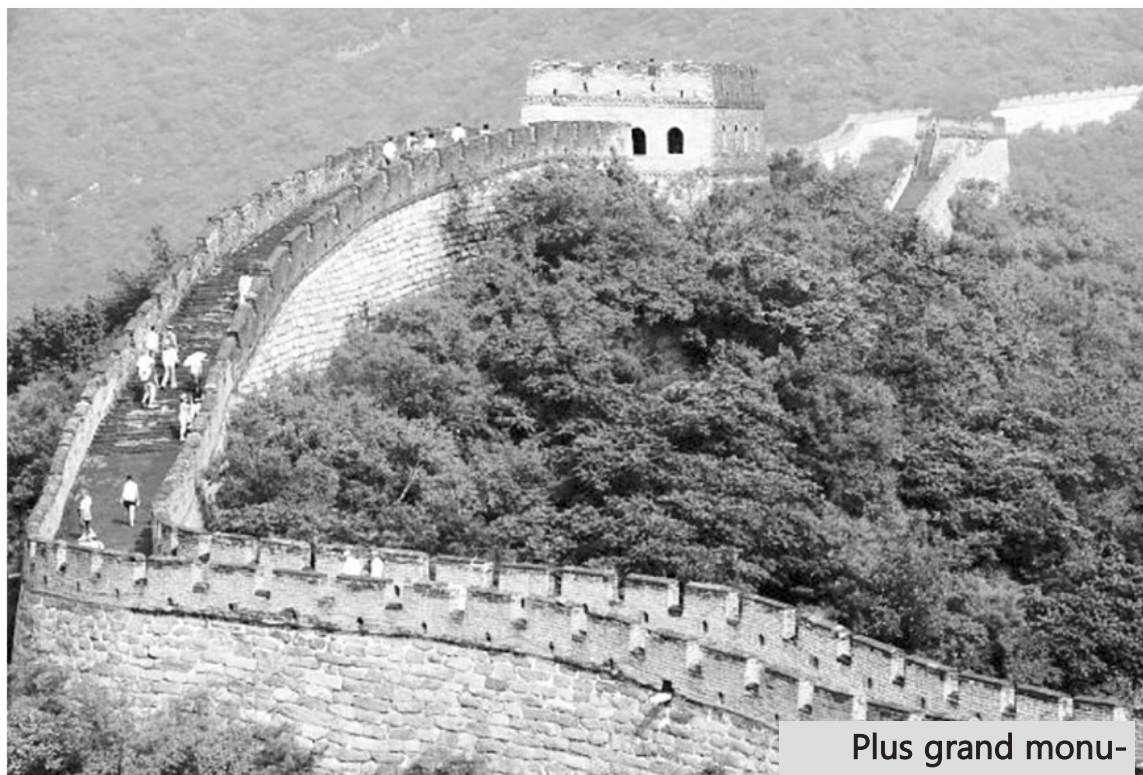
- **DATE LIMITE DE DEPOT DES DOSSIERS : 12 Septembre 2018** dans les Délégations Régionales du MINESEC et à l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de l'Université de Maroua ;

- **DATES DU CONCOURS : 15 et 16 Septembre 2018**

POUR TOUT RENSEIGNEMENT : 697 90 84 21 / 694 19 36 07/ 677780778

TOURISME.

Escapade au sommet de la Grande Muraille de Chine



Par Olive Atangana, de retour de Chine

A plus de trois heures de route, parfois un peu moins en fonction des embouteillages, à l'Ouest de Beijing, se dresse majestueusement la Grande Muraille. La Chine a la chance de posséder cette merveille culturelle inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1987, sous le numéro 438. Cette grande Muraille est en réalité un ensemble de fortifications militaires chinoises construites, détruites et reconstruites à plusieurs reprises et plusieurs endroits entre le III^e siècle avant Jésus-Christ et le XVII^e siècle pour marquer et défendre la frontière nord de la Chine. C'est la structure architecturale la plus importante jamais construite par l'homme à la fois en longueur, en surface et en masse. Elle fait 20 000 kilomètres de long. Elle part de Shanhaiguan sur le territoire de la ville de Qinhuangdao dans la province du Hebei à l'est pour arriver à Jiayuguan dans la province du Gansu à l'ouest. Classées parmi les 7 merveilles du monde, la Grande Muraille traverse en fait 15 provinces. Autant le dire, sa visite fait partie des trois choses à faire lorsque l'on est dans la capitale politique de l'empire du Milieu.

Notre bus prend ainsi le top départ le samedi 28 juillet 2018 à 8h32, sous un soleil doux et dans une ambiance bonne enfant. Chacun a entendu parler de ce site historique et chacun a hâte d'y être, afin de se faire sa propre idée et surtout, être au contact de ce haut témoin de la longue histoire chinoise. Et s'il existe peu de sources historiques sur la construction de la

muraille à cette période, les légendes et la réputation de cruauté de l'empereur se sont chargés de combler les lacunes : de nombreux ouvriers seraient morts à la tâche et leurs corps auraient été ensevelis dans les remblais. Quoi qu'il en soit, le lieu fait aujourd'hui la fierté du peuple chinois. Plusieurs de ses tronçons sont ouverts au public, tel qu'à Shanhaiguan dans le Hebei, à Huangyaguan, près de Tianjin ou à Badaling, à 40 km de Pékin. C'est ce dernier chemin que nous empruntons. Le trajet est long et particulièrement embouteillé en ce samedi d'été ou de nombreux touristes viennent à la découverte de ce site touristique chargé d'histoire. Il faut donc s'armer de patience.

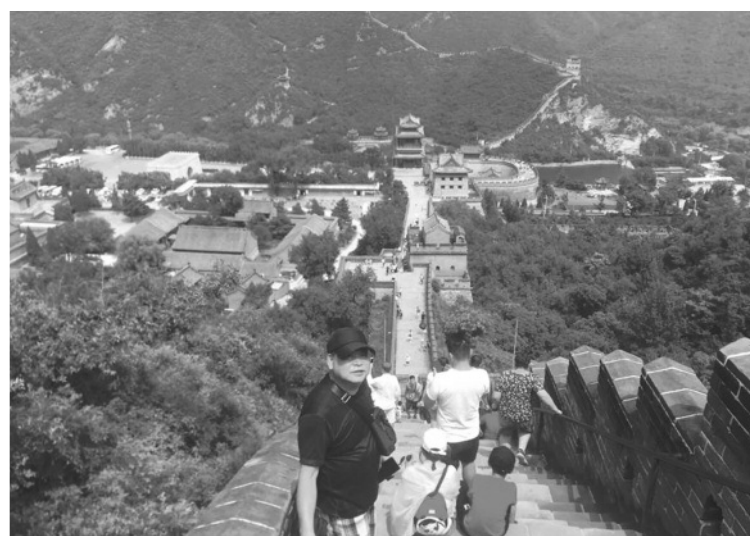
Après plus de quatre heures de route, l'on peut commencer à apercevoir au loin, la Grande Muraille qui serpente les montagnes à l'horizon. On y est donc presque. Plus que quelques minutes encore et c'est la grande arrivée. Le lieu fourmille de touristes. «*En haute-saison, comme en ce moment, ce monument accueille jusqu'à 5000 visiteurs*», confie un officiel. Lequel poursuit que ce chiffre connaît souvent une augmentation pour atteindre les 7000 touristes. «*C'est notre grande fierté. C'est la seule construction humaine que l'on peut voir de la Lune*», dit notre officiel. Bien plus, «*Chaque année, un grand nombre de touristes aussi chinois qu'étrangers viennent visiter la Grande Muraille qui a boosté le tourisme en Chine*», s'en orgueille ce dernier. Ce d'autant plus que «*Plus de 300 dirigeants et célébrités étrangers ont gravi la Grande Muraille*», dit-il à l'envi. Parmi elle, Richard Nixon et Margaret Hilda Thatcher. Après des modalités pratiques

Plus grand monument jamais construit par l'Homme, cet ensemble de fortifications, longs de plusieurs milliers de kilomètres, qui est un site touristique parmi les plus attractifs au monde fait également office de moteur du tourisme dans l'Empire du Milieu.

et une séance photos, l'ascension de la mythique muraille construite par les militaires, les esclaves et le peuple, peut enfin commencer. Première étape, l'achat d'un ticket d'accès. Une fois cette barrière passée, l'on débouche sur un espace bien aménagé, sur lequel les touristes peuvent se reposer ou se restaurer. Les plus téméraires n'y prêtent attention et commencent l'ascension. Avant les marches, une pierre tombale sur laquelle est inscrit en mandarin, le dicton populaire de Mao. «*Qui n'a jamais gravi la Grande Muraille n'est pas un vrai homme*», dit-il. Chaque touriste sait donc à quoi s'en tenir au moment de gravir la Grande Muraille.

BEAUTÉ DES LIEUX

Nul besoin d'aimer les pierres pour être subjugué par la beauté des lieux, leur splendeur. Tant il invite à la contemplation. Très vite, l'on remarque que les marches sont toutes de taille et de hauteur différentes. Il faut une bonne condition physique pour monter. Préparez-vous à transpirer et embarquez de l'eau avec vous. En gravissant quelques-unes de ses marches, on fait un saut dans le temps de plus 30 ans. On passe une première tour de garde et déjà, la vue



est magnifique. Néanmoins, l'on continue son chemin parce qu'il est possible de marcher encore plus loin sur la muraille. Top, on continue ! De nombreux touristes en vue. Comme nous, ils profitent de la vue. Cet effort est compensé par la vue magnifique qui s'offre à nous lorsque nous faisons une petite pause. C'est vraiment magnifique, surtout en cette période d'été. La muraille serpente sur les montagnes à perte de vue. On marche ainsi sur ce mur chargé d'histoire, à la fois admiratif et impressionné. Érigée par tronçons, elle est régulièrement entrecoupée par des tours de guet.

Puisque nous ne disposons que d'une heure ici, nous en avons mis un peu moins, en prenant notre temps et en faisant des photos. Une fois là-haut, il n'y a rien d'autre à faire qu'admirer la vue. Et quelle vue ! On en reste encore

bouche bée. Impossible en effet, de rester indifférent à la vue de cette impressionnante structure. Et pour être longue, elle l'est. Qu'elle soit devant nos yeux ou seulement en photo, la grande muraille finit toujours par nous bluffer. Cet énorme rempart, ensemble de fortifications parcourant des milliers de kilomètres, prouve à quel point les Chinois sont organisés, tenaces et travailleurs. Comme un témoignage du temps passé inscrit dans la culture chinoise et depuis 30 ans dans la liste du patrimoine mondial, cette Muraille de Chine est l'un des monuments les plus visités au monde et explique en partie la popularité du tourisme Chinois. Il s'agit du plus imposant ouvrage de génie militaire au monde. ■

Prochain article: Les trésors cachés de la médecine tibétaine.

Allegra Baiocchi, Coordinatrice Humanitaire des Nations Unies, Représentante Résidente du PNUD au Cameroun.

«Il faut faire plus pour les populations de l'Extrême-Nord»

Entretien mené par Jean Areguema

Vous avez effectué une visite de travail dans la région de l'Extrême-Nord. Quelle évaluation faites-vous des projets que vous pilotez dans cette région ?

Merci beaucoup pour cette opportunité. Je suis toujours contente de venir à l'Extrême-Nord. J'ai eu l'opportunité de descendre sur le terrain. Je suis passée à Kolofata. C'était effectivement pour voir, non seulement le travail des Nations-Unies, mais de toute l'équipe humanitaire. La zone de l'Extrême Nord est une zone prioritaire pour les Nations-Unies du côté humanitaire, mais aussi du côté du développement. Nous avons un grand focus sur la zone qu'on considère à risque, l'Extrême Nord mais aussi l'Est. Présentement, l'étendue de l'intervention des Nations-Unies, c'est principalement humanitaire mais on espère de plus en plus passer aux actions de relèvement et développement. On a commencé notre intervention à la suite de la crise Boko Haram et on intervient dans tous les secteurs, surtout pour soutenir les populations réfugiées, les déplacés et les communautés hôtes qui les reçoivent. Comme vous le savez, on a des centaines de milliers des déplacés et des réfugiés dans la zone. Pour certaines de ces familles, elles sont à trois ou quatre ans de déplacement. Elles vivent dans des conditions très difficiles qu'on a pu voir nous même à Kolofata et par le passé je les ai vus dans d'autres sites tels que Zamai. On essaie de faire le maximum en collaboration avec le gouvernement. Je tiens à saluer cette collaboration qui se fait ici mais aussi dans la zone du Logone et Chari. Notre vrai défi aujourd'hui c'est plutôt le financement. On fait tout ce qu'on peut, mais nous sommes très peu financé. Aujourd'hui le financement pour la région du Bassin du lac Tchad n'est qu'à 10% des besoins identifiés. Pour le Cameroun, au total nous sommes autour de 25%. Donc, vous voyez que ce sont des chiffres infimes par rapport aux besoins. On mène un grand plaidoyer au niveau du Cameroun mais surtout au niveau international pour que les gens n'oublient pas la souffrance du lac Tchad. Le Cameroun est le deuxième pays le plus impacté par la crise en termes de violence et du nombre de personnes déplacées et réfugiées. Il faut que la communauté internationale se saisisse de cette situation. Ils ont beaucoup donné mais ce



n'est pas assez. Il faut augmenter les financements. Pour ce qui est de l'humanitaire, bientôt on aura une grande conférence à Berlin en Allemagne avec tous les bailleurs des fonds. Il faut vraiment donner des opportunités aux déplacés et réfugiés pour redémarrer leurs vies. C'est ça que nous avons écouté à Kolofata. Ils nous ont dit «nous avons besoin de rentrer chez nous. On veut la sécurité mais on a aussi besoin des services, les écoles, les centres de santé et on veut l'accès aux champs.» Leur souhait c'est de rentrer chez eux et de recommencer leurs vies. A côté de l'humanitaire, il faut absolument commencer à prioriser le développement. Même si c'est une zone qui est considérée à risque, c'est un plaidoyer à faire avec les partenaires de développement. La volonté du gouvernement est de voir l'émergence de cette zone. On voit des investissements. Des acteurs comme la Banque Mondiale, l'Union Européenne qui, commencent à investir dans la région. On a également besoin du secteur privé. Ce dont cette région a vraiment besoin c'est le travail et l'opportunité économique des investissements. Il faut se rappeler que le taux de pauvreté dans l'Extrême Nord est de plus de 70%, trois fois plus élevé que la moyenne nationale. Donc, il y a vraiment un problème de développement à la base de tout ce qu'on voit dans cette région. Il faut intervenir sur le long terme. Il y a aussi un grand plaidoyer avec les autorités par rapport au redéploiement des services sociaux de base à savoir l'éducation, la réouverture des écoles, la réouverture des centres de santé, le redéploiement

des enseignants et des médecins. Dans l'hôpital de Kolofata on a trouvé un nouveau médecin qui est là depuis trois semaines. C'est bien mais il faut aller jusqu'à Amchidé et Limani etc.

Quelle est votre appréciation de la situation sécuritaire dans la région de l'Extrême-Nord ?

La situation reste très préoccupante même si, grâce aux efforts des forces armées Camerounaises et de la FMM, il y a eu une amélioration de la situation, comparée à il y a quatre ans. Mais l'autre réalité est qu'il y a des milliers des gens qui continuent à vivre dans la peur et dans l'insécurité. Des groupes armés sont capables d'attaquer et de nuire. Quand j'ai demandé aux déplacés de Kolotata qui vivent dans des conditions très difficiles, pourquoi vous ne rentrez pas chez vous, ils nous ont clairement dit que les groupes armés sont là et peuvent nous attaquer. Nous avons peur car nous ne nous sentons pas en sécurité. Même s'il y a une amélioration, le vrai succès sera de voir toutes les populations rentrer chez elles pour vivre en sécurité.

La pauvreté a atteint le seuil critique à l'Extrême-Nord. Les Nations Unies envisagent-elles des projets pour relever l'économie de cette région ?

Absolument, comme je l'ai dit tantôt, même si aujourd'hui on est plutôt penchée sur l'humanitaire, on veut pouvoir passer au développement et à des investissements qui durent dans le temps. Le premier rôle est de voir avec le gouvernement comment réinvestir dans ces zones. On a fait

un grand travail d'analyse avec le MINEPAT, la Banque Mondiale et l'Union Européenne pour mieux comprendre quels étaient ces défis de développement. De ce travail, on a sorti des recommandations que le gouvernement a adoptées et concernent le réinvestissement social et économique dans ces zones. On a aussi fait le plaidoyer avec le GICAM pour mieux comprendre quels sont les défis du secteur privé. Comme je vous l'ai dit, nos moyens sont limités, donc il faudra qu'on se focalise sur les personnes à risque comme les déplacés, les retournés mais aussi les jeunes à risque. C'est lié au travail de stabilisation. Les trois dernières années, le PNUD a aidé plus de deux mille jeunes avec des opportunités de réinsertion socioéconomique. Nous avons également rétabli beaucoup de marchés dans la zone. Récemment on a rouvert le marché de Kousseri, on a réouvert un centre de formation. Si vous parcourez la zone, vous allez voir qu'il y a d'autres marchés qui ont été réhabilités par les Nations-Unies. Il y a un gros travail qui se fait. Mais après la formation, les jeunes nous disent que nous avons besoin d'un job. Pour celui qui s'est formé en couture, il ne sait pas comment avoir sa propre machine. Honnêtement, les investissements de long terme doivent se faire à côté des services de l'Etat.

Le PNUD a lancé en octobre 2017 un projet de stabilisation des zones touchées par le conflit dans le bassin du lac Tchad. De quoi s'agit-il concrètement ?

C'est un projet de prévention de l'extrémisme violent, de stabilisation et de promotion

de la cohésion sociale. C'est un projet qui a eu beaucoup d'impact dans la zone. On a des financements japonais et allemands et on espère intéresser les autres bailleurs de fonds. Dans ce projet, il y a un volet qui vise à donner des opportunités alternatives aux jeunes à risque à travers leur réinsertion sociale et il y a un autre volet de travail avec les leaders traditionnels, mais aussi les leaders religieux pour les aider à mieux communiquer avec les jeunes. Beaucoup des formations ont été organisées avec des maîtres coraniques mais aussi avec des femmes maîtresses coraniques. On a eu également des ateliers avec les leaders traditionnels sur comment améliorer le mécanisme de gestion des conflits. A la base à travers nos études, on a vu que les causes de l'extrémisme et de la radicalisation sont économiques. Les jeunes manquent de confiance en leur avenir et ce que l'état peut leur donner comme opportunités économiques et sociales. Plusieurs agences onusiennes travaillent sur la question et je pense que les résultats sont déjà importants. Notre prochain objectif c'est de travailler avec les désengagés, les rendus des groupes armés. On a mené plusieurs discussions avec les autorités nationales mais aussi avec l'Union Africaine et la Commission du Bassin du Lac Tchad pour mettre en place une procédure de gestion de personnes en situation de reddition au niveau régional. Les Nations-Unies ont beaucoup d'expérience dans ce processus dans plusieurs pays et aussi dans la zone du lac Tchad et nous sommes prêtes à soutenir ce processus.

Pourquoi les financements au profit de la lutte contre le terrorisme dans le Bassin du lac Tchad, sont timides ?

Je pense que c'est une dynamique globale. D'un côté, il y a la fatigue des bailleurs de fonds à continuer de financer les crises qui vont dans leur 4e, 5e et 6e année pour les autres. On voit que les financements sont en train de baisser par rapport à l'année dernière ou même l'année d'avant. Les bailleurs de fonds se disent qu'ils dépensent de l'argent mais ils ne voient pas le changement. Mais le vrai problème est la compétition entre les crises. Aujourd'hui on vit dans un monde en crise globale. Il y a la Syrie, le Yémen, le Sud-Soudan et on constate que les crises se multiplient alors que les financements sont limités. Les bailleurs se retrou-

vent dans une situation où ils doivent faire un choix. C'est à nous de continuer à faire le plaidoyer pour redonner de la visibilité à la crise du Bassin du lac Tchad qui est trop oubliée par rapport aux grandes crises globales et faire comprendre à la communauté internationale qu'il y a le même niveau de souffrance et les mêmes enjeux qu'il y a en Syrie. Qu'il faut investir ici autant qu'on investit ailleurs. La souffrance ne connaît pas de race, de religion ou de continent. On a plus de 10 millions de personnes qui sont aujourd'hui impactées par la crise dans le Bassin. Le défi c'est de faire remonter ce message du côté des Nations-Unies et des ONG et aussi du côté du gouvernement. Dernièrement à New-York, nous étions aux côtés du gouvernement du Cameroun dans ce plaidoyer et nous nous rendrons prochainement à Berlin.

Des informations publiées sur les réseaux sociaux et relayées par certains médias font état de ce que les Nations-Unies envisagent une intervention militaire dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest du pays en proie aux exactions des sécessionnistes. Qu'en est-il exactement ?

Les Nations-Unies sont très préoccupées par la situa-

tion dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le secrétaire général a fait plusieurs déclarations sur la question. On est très préoccupé par la violence et l'impact que cette violence a eu sur les populations civiles. On a appelé comme tous les autres au dialogue. Il n'y a pas que des solutions militaires. Tout le monde le dit et même les autorités elles-mêmes. Donc, il faut absolument s'investir dans le dialogue. C'est compliqué, nous sommes tout à fait conscients de cela, mais rien ne pourra se faire sans le dialogue. Il faut rétablir la confiance entre les communautés. Par rapport à l'information autour de l'établissement d'une opération de maintien de la paix des Nations-Unies, c'est totalement faux. Le fait qu'on a dit qu'il y a eu des casques bleus dans la zone est également du 'fake news'. Une opération de maintien de la paix est une décision du conseil de sécurité. Jusqu'aujourd'hui, le conseil de sécurité n'a pas officiellement discuté de la question du Cameroun. L'agenda de travail du Conseil est public, on peut facilement le consulter sur notre site web. Donc, je voudrais faire passer un message par rapport aux fake news. Il ne faut pas croire à tout ce qu'on lit. Il faut plutôt bien s'informer. Si les gens veulent

savoir ce que font les Nations-Unies, ils n'ont qu'à aller sur le site web du conseil de sécurité ou le site web de l'Assemblée générale ou encore sur le site web des Nations-Unies au Cameroun. C'est un vrai appel, surtout aux jeunes, veillez à ne pas vous faire manipuler et prenez le temps de vérifier les informations.

Les Nations-Unies sont très préoccupées par la situation dans le Sud-Ouest et Nord-Ouest. C'est pour cette raison qu'on a offert d'appuyer le dialogue et la recherche des solutions. On a aussi soulevé les préoccupations par rapport aux violations des droits de l'homme. Le commissaire des droits de l'Homme a demandé l'accès d'une équipe d'investigation dans la zone. Ce qui est aujourd'hui urgent, c'est comment soutenir les populations civiles qui ont des besoins humanitaires urgents. La priorité des Nations-Unies et des équipes humanitaires en général, c'est de soutenir les populations civiles à travers notre principe humanitaire de neutralité et d'impartialité pour pouvoir aider les populations qui ont besoin d'abris, des médicaments d'urgence, indépendamment de là où elles se trouvent, de leurs origines, de leur appartenance politique ou religieuse. La compréhension

de ces principes par l'ensemble des acteurs en présence et par les populations est essentielle pour l'établissement et le maintien de l'accès aux populations touchées.

Que pensez-vous de la situation des droits de l'Homme dans les régions en conflit ?

On est préoccupé autant que tout le monde. Il y a plusieurs rapports qui sont sortis sur la situation des droits de l'homme, et comme vous le savez le gouvernement a annoncé des investigations. C'est pour cette raison qu'on a demandé à pouvoir avoir accès à ces zones avec des équipes des droits de l'Homme pour pouvoir vérifier et mener des investigations.

Les Nations-Unies ont-elles prévu d'envoyer des observateurs pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain au Cameroun ?

Non. Les Nations-Unies ne prévoient pas des missions d'observation. Il y a d'autres acteurs qui le font tels que l'Union africaine. Le rôle des Nations-Unies dans les élections prochaines c'est un soutien technique. On a un travail qui se fait déjà avec ELECAM. Nous la soutenons à travers les formations et la capacitation. On a aussi beaucoup investi dans la participation. La prio-

rité des Nations-Unies sera de faire passer des messages autour de la participation. On a travaillé avec les partis politiques et ELECAM pour encourager la participation des femmes, des jeunes, des groupes autochtones et les autres groupes qui sont souvent marginalisés pendant les élections. La deuxième priorité est de travailler avec les médias pour s'assurer que la communication autour des élections sera une communication qui n'incite pas à la violence mais prône la paix. Vous savez qu'aujourd'hui le rôle des médias au Cameroun comme ailleurs est critique. Ils doivent être des acteurs de paix et non des violences. Plusieurs formations à l'intention des journalistes ont été organisées. Nous en sommes à la sixième formation pour se préparer sur comment communiquer autour des élections et des défis politiques. Récemment, nous avons formé plus de 120 journalistes sur le traitement des informations électorales et sur la promotion pour un processus électoral pacifique. La première semaine de septembre, nous formerons également plus de 30 membres des Forces de maintien de l'ordre (FMO) sur leur rôle pour le maintien de la paix et la protection des journalistes pendant la période électorale. ■



AMICALE POUR LA PROMOTION DE L'EXCELLENCE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE DANS LE MAYO-TSANAGA (APESUMAT)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le président du comité directeur de l'amicale pour la promotion de l'excellence scolaire et universitaire dans le Mayo-Tsanaga (APESUMAT), son excellence PEREVET ZACHARIE a l'honneur d'informer les populations du Département du Mayo-Tsanaga, en général et toute la communauté éducative, en particulier que le programme de la cérémonie des distributions des prix et des primes d'excellence aux meilleurs élèves, étudiants et encadreurs scolaires prévue au mois de septembre 2018 se présente comme suit :

Le Jeudi 20 septembre 2018 :

- 10 heures- Réunion du Comité Directeur,

- 15 heures- Table-Ronde sur le thème suivant :

APESUMAT «Contribution dans la promotion de l'éducation à l'heure de l'insécurité : enjeux et perspectives».

Le vendredi 21 septembre 2018 :

- 6 heures, marche patriotique,

- 15 heures, match de football.

Le samedi 22 septembre 2018 :

- 9 heures, cérémonie des distributions des prix et des primes,

- 15 heures, cocktail

NB : La date limite de recevabilité des candidatures pour les lauriers APESUMAT 2018 reste et demeure fixée au 10 Septembre 2018, et la liste des présélectionnés sera disponible à partir du 15 Septembre 2018 sur le site internet: www.mayo-tsanaga.com/associations/APESUMAT

Le Président du Comité Directeur


S.E.M. Perevet Zacharie
Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Formation Professionnelle

MEMBRES DU COMITE DIRECTEUR DE L'APESUMAT

PRESIDENT : S.E.M. ZACHARIE PEREVET

- Les Délégués départementaux du système éducatif et de la formation professionnelle (03) trois ;

- Représentants des parlementaires siégeant respectivement au Sénat et à l'Assemblée Nationale et;

• Honorable Abdoulaye W. MARAVA.

• Honorable KWAMBA Solange.

- Représentant de chaque ordre d'enseignement privé

• Catholique : M. Mahama L'TOGLOK

• Protestant : M. GODJAI NGOBA

• Islamique : M. MOUSSA HAMAN WABI

• Laïc : M. VANDI JOSEPH

- Représentant de l'enseignement supérieur par région

• Adamaoua : Dr NGAROUA

• Extrême-nord : Pr. SPENER YAWAGA

• Littoral : M. AROUNA ELAGAI

• Centre : Pr BOUBA MBIMA

- Le Président National de l'ADEMAT :

• Mr ZOKOM Damien

- Représentant de l'ADEMAT par Unité Administrative du département (07) ;

- Représentants de l'Elite extérieure :

• M ABDOU NAMBA

• M HAMADOU VENDJEDOU

• M ABDOULAYE TAOUSSET

• M MANAOUA MALACHIE

• M KALDADAK PIERRE

• M HADADAK

• Dr VOHOD DEGUIME

• M KILDADI TAGUIEKE

• M ZRA LUCIEN

• M KALDAOUSSA FAISSAM

• M HAWADAK JACQUES.

- Représentant des Maires:

• M. ZOKOM DAMIEN

- Représentant des Lamibés:

• Lamido de ZAMAI

- Représentants de l'Administration

• DD MINJEC :

• DD MINAS :

• DD MINPROFF :

- Personnes invitées par le Président du Comité Directeur :

• M IYAFUO Jacques

• M FOU DAMA

• M WARDA NDOUVATAMA

• M MBOULATA Gilbert

• M NGABAYA TCHEF TCHEF

• M KILBAT JEAN

• M MELONE Loe Claude

• M Salihou Labarang

• M SAMATANA M

NB : Une réunion du Comité Directeur aura lieu le jeudi, 20 septembre 2018 à 10 heures dans la salle des délibérations de la Commune de Mokolo.



 **Observateur
d'un jour**

Présidentielle 2018

Soyez Observateurs d'un jour.

Avec vos photos et vidéos, où que vous soyez,
faites vivre l'élection du 7 octobre dans votre
bureau de vote sur la page facebook

DE GUIBAI GATAMA

